



CHAPITRE 103

Loi concernant les corporations municipales et scolaires de Beauceville, Beauceville-Est, Saint-François-Ouest et Saint-François-de-Beauce

[Sanctionnée le 11 février 1959]

Préambule.

ATTENDU que la ville de Beauceville a, par sa pétition, représenté qu'il est dans l'intérêt de la ville que sa charte, la loi 4 Édouard VII, chapitre 67, modifiée par la loi 20 George V, chapitre 121, soit de nouveau modifiée et que certains pouvoirs lui soient accordés;

Attendu que la ville de Beauceville, La corporation de Saint-François-Ouest, La corporation de Saint-François-de-Beauce, Les commissaires d'écoles pour la ville de Beauceville, Les commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-François-Ouest, et Les commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-François-de-Beauce ont représenté qu'il est devenu nécessaire d'augmenter leurs revenus, et qu'il est équitable qu'un partage intervienne dans le revenu de la taxe de vente et de la taxe d'éducation perçues dans leurs territoires et dans le territoire de la ville de Beauceville-Est, et se sont entendus pour que la demande soit présentée par la ville de Beauceville;

Attendu que il est à propos de faire droit à la demande contenue dans ladite pétition;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

CHAPTER 103

An Act respecting the municipal and school corporations of Beauceville, Beauceville-Est, Saint-François-Ouest and Saint-François-de-Beauce

[Assented to, the 11th of February, 1959]

WHEREAS the town of Beauceville has, by its petition, represented that it is in the interest of the town that its charter, the act 4 Edward VII, chapter 67, amended by the act 20 George V, chapter 121, be again amended and that it be granted certain powers;

Whereas the town of Beauceville, The corporation of Saint-François-Ouest, The corporation of Saint-François-de-Beauce, The school commissioners for the town of Beauceville, The school commissioners for the municipality of Saint-François-Ouest, and The school commissioners for the municipality of Saint-François-de-Beauce have represented that it has become necessary to increase their revenues, and it is equitable that an apportionment be made of the revenue from the sales tax and the education tax collected in their territories and in the territory of the town of East Beauceville, and have agreed that the petition would be presented by the town of Beauceville;

Whereas it is expedient to grant the prayer contained in the said petition;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1904,
c. 67, a. 7,
rempl.

1. L'article 7 de la loi 4 Édouard VII, chapitre 67, remplacé par l'article 33 de la

1. Section 7 of the act 4 Edward VII, 1904,
chapter 67, replaced by section 33 of the c. 67, s. 7,
replaced.

loi 20 George V, chapitre 121, est de nouveau remplacé par le suivant:

act 20 George V, chapter 121, is again replaced by the following:

Un seul quartier.

“7. La ville ne forme qu'un seul quartier représenté par six échevins, dont les sièges portent les numéros 1, 2, 3, 4, 5 et 6.”

“7. The town shall consist of a single ward represented by six aldermen, whose seats shall bear the numbers 1, 2, 3, 4, 5 and 6.” One ward only.

1904,
c. 67,
s. 11,
remp.

2. L'article 11 de la loi 4 Édouard VII, chapitre 67, remplacé par l'article 34 de la loi 20 George V, chapitre 121, est de nouveau remplacé par le suivant:

2. Section 11 of the act 4 Edward VII, chapter 67, replaced by section 34 of the act 20 George V, chapter 121, is again replaced by the following: 1904,
c. 67,
s. 11,
replaced.

Composition du conseil.

“11. Le conseil municipal est composé d'un maire et de six échevins.

“11. The municipal council shall be composed of a mayor and six aldermen. Composition of council.

Les quatre échevins actuels occupent les sièges suivants: Ernest Longchamps le siège numéro 1, Victor Bolduc le siège numéro 2, Anicet Busque le siège numéro 4, et Armand Berberi le siège numéro 5.

The four present aldermen shall hold the following seats: Ernest Longchamps seat number 1, Victor Bolduc seat number 2, Anicet Busque seat number 4, and Armand Berberi seat number 5.

Les sièges numéros 3 et 6 seront comblés par une élection qui aura lieu le quarantième jour juridique suivant l'entrée en vigueur de la présente loi. La nomination se tiendra à ladite date, et le scrutin, s'il est nécessaire, le huitième jour juridique suivant, aux heures fixées par la loi. Les deux échevins élus aux sièges numéros 3 et 6 ne resteront en fonction que jusqu'au premier lundi juridique de février 1960.”

Seats numbers 3 and 6 shall be filled by an election to be held on the fortieth juridical day following the coming into force of this act. The nomination shall be made on the said date, and the voting, if necessary, on the eighth following juridical day, at the hours fixed by law. The two aldermen elected for seats numbers 3 and 6 shall remain in office only until the first juridical Monday of February, 1960.”

1904,
c. 67,
s. 13,
remp.

3. L'article 13 de la loi 4 Édouard VII, chapitre 67, remplacé par l'article 35 de la loi 20 George V, chapitre 121, est de nouveau remplacé par le suivant:

3. Section 13 of the act 4 Edward VII, chapter 67, replaced by section 35 of the act 20 George V, chapter 121, is again replaced by the following: 1904,
c. 67,
s. 13,
replaced.

Durée d'office.

“13. Les échevins sont élus pour deux (2) années à la majorité des électeurs municipaux ayant voté, et chacun est élu de cette façon au siège pour lequel il est mis en nomination.

“13. The aldermen shall be elected for two (2) years by the majority of the municipal electors who have voted, and each of them shall be so elected for the seat for which he is nominated. Term of office.

Termes prolongés.

Afin d'établir la rotation à l'élection générale devant avoir lieu le premier lundi juridique de février 1960, trois des échevins élus en 1958 et en 1959, ou leurs remplaçants, verront leurs termes se prolonger pour une année, soit jusqu'en 1961 et les trois autres échevins seront élus, à l'élection générale de 1960, pour deux années, soit jusqu'en 1962.

In order to establish rotation at the general election to be held on the first juridical Monday of February, 1960, the terms of three of the aldermen elected in 1958 and in 1959, or their successors, shall be extended for another year, namely until 1961 and the other three aldermen shall be elected, at the general election of 1960, for two years, namely until 1962. Terms extended.

Tirage au sort.

Les noms des trois échevins dont le terme sera prolongé pour une année, seront désignés, par le tirage au sort, en la manière déterminée par le conseil, à une

The names of the three aldermen whose terms are to be extended for one year shall be designated by lot in the manner determined by the council, at an ordinary Designation by lot.

séance ordinaire ou spéciale du conseil tenue en janvier 1960.

Id., par
président
d'élection.

Dans le cas où le conseil négligerait de procéder au tirage au sort, le président de l'élection devra y procéder publiquement, le jour de la mise en nomination des échevins, immédiatement après l'ouverture de l'assemblée.

Rotation.

Par la suite, trois échevins sont élus chaque année pour le terme de deux années.

Date des
élections.

Les élections pour le maire et les échevins ont lieu le premier lundi juridique de février, suivant les dispositions de la loi."

Abroga-
tion.

4. L'article 21 de la loi 4 Édouard VII, chapitre 67, est abrogé.

Abroga-
tion et
disposi-
tions ap-
plicables.

5. L'article 26 de la loi 4 Édouard VII, chapitre 67, est abrogé et l'article 185, de la Loi des cités et villes, concernant le dépôt qui accompagne le bulletin de présentation et les articles 642 à 697 inclusivement de la Loi des cités et villes concernant la Cour municipale, s'appliquent désormais à la ville de Beauceville.

Immeuble
pour fins
municipa-
les ou in-
dustrielles.

6. En se conformant aux formalités prescrites par les règlements d'emprunt et sujet à l'approbation préalable de la Commission municipale de Québec, la ville peut, par règlement:

1° Emprunter une somme n'excédant pas cinquante mille (\$50,000.00) dollars pour acquérir, construire et entretenir un ou des immeubles devant servir à des fins municipales, industrielles ou commerciales;

2° Vendre ou louer tous tels immeubles à des conditions raisonnables, à toutes personnes, sociétés ou corporations dont les opérations industrielles ou commerciales devront être profitables à la ville de Beauceville et à sa population.

S.R.,
c. 233,
a. 426,
am. pour
la ville.

7. La Loi des cités et villes est modifiée, pour la ville de Beauceville, en ajoutant à la fin du paragraphe 1° de l'article 426, ce qui suit:

Règle-
ments de
construc-
tion et de
zonage.

"Toutefois, sans autres formalités que l'approbation du ministère des affaires municipales et la publication du règlement en la manière ordinaire, le conseil est autorisé à adopter d'ici le premier juillet 1961 des règlements de construction et de

or special sitting thereof held in January, 1960.

Should the council fail to provide for the drawing of lots, the returning-officer shall publicly proceed to such drawing, on the nomination day for the aldermen, immediately after the opening of the meeting.

Id., by
returning-
officer.

Subsequently, three aldermen shall be elected every year for a term of two years.

Rotation.

The elections for the mayor and aldermen shall be held on the first juridical Monday of February, in conformity with the provisions of the law."

Date of
elections.

4. Section 21 of the act 4 Edward VII, chapter 67, is repealed.

Repeal.

5. Section 26 of the act 4 Edward VII, chapter 67, is repealed and section 185 of the Cities and Towns Act, respecting the deposit which accompanies the nomination paper, and sections 642 to 697 inclusive of the Cities and Towns Act respecting the Municipal Court, shall hereafter apply to the town of Beauceville.

Repeal
and pro-
visions
to apply.

6. On complying with the formalities prescribed by loan by-laws and subject to prior approval by the Quebec Municipal Commission, the town, by by-law, may:

Immove-
able for
municipal
or in-
dustrial
purposes.

1. Borrow a sum not exceeding fifty thousand (\$50,000.00) dollars to acquire, construct and maintain one or more immovables to be used for municipal, industrial or commercial purposes;

2. Sell or lease any such immovable upon reasonable conditions, to any person, firm or corporation whose industrial or commercial operations will be profitable to the town of Beauceville and its population.

7. The Cities and Towns Act is amended, for the town of Beauceville, by adding at the end of paragraph 1 of section 426, the following:

R.S.,
c. 233,
s. 426,
am. for
town.

"However, without any other formality than the approval of the Minister of Municipal Affairs and the publication of the by-law in the ordinary manner, the council is authorized to adopt from now until the first of July, 1961, building and

Building
and
zoning
by-laws.

zonage modifiant ou remplaçant les règlements existants à ce sujet. Après cette date, toute nouvelle modification ou abrogation sera soumise aux formalités exigées par la Loi des cités et villes."

zoning by-laws amending or replacing its existing by-laws on that subject. After such date, any new amendment or repeal shall be subject to the formalities prescribed by the Cities and Towns Act."

S.R.,
c. 233,
a. 426a,
aj. pour
la ville.

8. La Loi des cités et villes est modifiée, pour la ville de Beauceville, en ajoutant après l'article 426, le suivant:

8. The Cities and Towns Act is R.S.,
c. 233,
s. 426a,
added
for town.

Commis-
sion d'ur-
banisme
autorisée.

"426a. Le conseil est autorisé à instituer, par règlement, une commission d'urbanisme composée de pas moins de trois (3) membres, ni plus de sept (7), dont deux membres du conseil, et les autres choisis parmi les citoyens de la ville ayant, de l'avis des membres du conseil, les qualités requises pour en faire partie.

"426a. The council is authorized to establish, by by-law, a town-planning commission composed of not less than three (3) members, nor more than seven (7), two of whom shall be members of the council and the others chosen from among the citizens of the town who, in the opinion of the members of the council, are qualified to be members thereof.

Durée.

Cette commission est constituée pour le temps déterminé par le conseil.

Such commission shall be constituted for such time as the council may determine. Duration.

Durée
d'office.

Les membres de cette commission resteront en fonction durant bon plaisir et leurs services seront gratuits; leurs pouvoirs et devoirs seront déterminés par règlement du conseil.

The members of such commission shall remain in office during pleasure and shall serve gratuitously; their powers and duties shall be defined by by-law of the council. Term of office.

Dépenses.

Toute décision de cette commission qui comportera une dépense de deniers devra au préalable être autorisée par le conseil."

Any decision of such commission involving expenditure of money must previously be approved by the council. Expenditure.

S.R.,
c. 233,
aa. 604a-
604d, aj.
pour la
ville.

9. La Loi des cités et villes est modifiée, pour la ville de Beauceville, en ajoutant après l'article 604, le paragraphe et les articles suivants:

9. The Cities and Towns Act is R.S.,
c. 233,
ss. 604a-
604d,
added
for town.

"§ 28a.—Du fonds de roulement

"§ 28a.—Working-fund

Fonds de
roulement
autorisé.

"604a. Dans le but de mettre à la disposition du conseil des deniers dont il peut avoir besoin soit pour rencontrer les dépenses de la ville, au cours d'un exercice, en attendant la perception des revenus du même exercice, soit pour défrayer le coût de certains travaux d'utilité publique, qui ne sont pas de simple entretien ou de certains achats non d'usage courant, entraînant un déboursé qui n'est pas suffisamment élevé pour justifier un emprunt à long terme, le conseil peut constituer, par règlement, un fonds connu sous le nom de "fonds de roulement".

"604a. With a view to placing at the disposal of the council the moneys it may need either to meet the expenses of the town during a fiscal year, pending the receipt of revenue of the same fiscal year, or to pay for certain public utility works which are not matters of mere maintenance, or certain purchases not usually made and which are not so costly as to justify a long-term loan, the council may, by by-law, constitute a fund known as the "working-fund". Working-fund authorized.

Capital
constitué.

"604b. Le capital de ce fonds n'excède pas dix mille (\$10,000.00) dollars et est

"604b. The capital of such fund shall not exceed ten thousand (\$10,000.00) dollars. Constitution of capital.

constitué, pour débiter, par le produit d'un emprunt d'égal montant.

dollars and shall be constituted, at the beginning, by the proceeds of a loan of an equal amount.

Emprunt
à cette fin.

"604c. La ville est autorisée à emprunter une somme de dix mille (\$10,000.00) dollars, remboursable dans une période de dix (10) ans, en suivant les formalités requises par la loi pour tout règlement décrétant un emprunt, sauf que l'approbation des électeurs municipaux, propriétaires d'immeubles imposables, n'est pas requise.

"604c. The town is authorized to borrow a sum of ten thousand (\$10,000.00) dollars repayable in a period of ten (10) years, in accordance with the formalities prescribed by law for any loan by-law, except that approval of the municipal electors who are owners of taxable immoveable property shall not be required.

Loan
for such
purposes.

Emprunts
de ce
fonds.

"604d. Le conseil peut, par résolution, emprunter de ce fonds les deniers dont il peut avoir besoin pour les fins mentionnées à l'article 604a ci-dessus. Aucun de ces emprunts ne devra être fait pour un terme excédant cinq (5) ans. Cependant les emprunts contractés en attendant la perception des revenus devront être remboursés dans les douze mois de la date de leur approbation. La résolution autorisant l'emprunt indiquera de quelle manière se fera le remboursement et advenant que les revenus généraux seraient insuffisants pour parfaire ce remboursement, une taxe spéciale devra être imposée à un taux suffisant pour rencontrer les échéances annuelles. Lesdits emprunts, pour être valables, sont sujets à l'approbation préalable de la Commission municipale de Québec."

"604d. The council may, by resolution, borrow from such fund the moneys it may need for the purposes mentioned in the foregoing section 604a. No such loan shall be for a term exceeding five (5) years. Nevertheless the loans contracted pending the collection of revenues shall be repaid within twelve months from the date of their approval. The resolution authorizing the loan shall determine how it shall be repaid, and if the general revenues should be insufficient to effect such repayment, a special tax shall be imposed at a rate sufficient to meet the sums falling due each year. To be valid, the said loans shall be subject to the prior approval of the Quebec Municipal Commission."

Borrow-
ing from
such fund.

Taxe
de vente
autorisée.

10. La ville de Beauceville, dans le comté de Beauce, peut, par résolution, imposer et prélever, dans son territoire, dans le territoire de La municipalité de Saint-François-Ouest, et de La municipalité de Saint-François-de-Beauce, une taxe spéciale n'excédant pas deux (2%) pour cent de même nature, établie sur les mêmes bases, avec les mêmes effets et sujette aux mêmes sanctions et exemptions, *mutatis mutandis*, que la taxe actuellement en vigueur et prévue par le chapitre 88 des Statuts refondus de Québec, 1941, et ses amendements.

10. The town of Beauceville, in the county of Beauce, may, by resolution, impose and levy, within its territory, within the territory of The municipality of Saint-François-Ouest, and of The municipality of Saint-François-de-Beauce, a special tax not to exceed two (2%) per cent, of the same kind, established on the same basis, with the same effects and subject to the same sanctions and exemptions, *mutatis mutandis*, as the tax now in force and provided for by chapter 88 of the Revised Statutes of Quebec, 1941, and its amendments.

Sales
tax au-
thorized.

Achats
faits hors
du terri-
toire.

Toute personne résidant ordinairement dans le territoire décrit à l'alinéa précédent, ou y faisant affaires qui, elle-même ou par l'intermédiaire de toute autre, y apporte ou fait en sorte qu'il y soit apporté ou qu'il lui soit livré quelque

Every person ordinarily residing within the territory described in the foregoing paragraph, or carrying on business therein who, himself or through the instrumentality of any other person, brings or causes to be brought or delivered to him there

Purchases
made
outside
territory.

bien mobilier, pour consommation ou usage dans ledit territoire, doit immédiatement en faire rapport au trésorier de ladite ville de Beauceville, en lui transmettant ou produisant la facture, s'il y en a, avec tout renseignement que celui-ci pourra exiger, et, en outre, doit payer à ladite ville, sur le prix d'achat, la même taxe sur la consommation ou l'usage de ce bien qui eût été payée, si ce bien avait été acheté au même prix à une vente en détail dans ledit territoire.

Imposition et perception.

Ladite taxe est imposée et perçue dans le territoire ci-dessus décrit, au même temps, de la même manière, aux mêmes conditions, avec les mêmes sanctions et exemptions, *mutatis mutandis*, que la taxe perçue en vertu du chapitre 88 des Statuts refondus de Québec, 1941, et ses amendements.

Conventions.

La ville est autorisée à faire des conventions avec le ministre des finances de la province pour la perception de cette taxe dont l'imposition est permise par la présente loi.

Droits transférés.

Ces conventions pourront autoriser le contrôleur du revenu de la province à exercer tous les droits de la ville de Beauceville concernant la perception de la taxe de vente et les mêmes poursuites, pour infraction à la présente loi, que celles prévues à l'article 39h de la Loi du contrôle du revenu (Statuts refondus, 1941, chapitre 73), telle que modifiée par la loi 14 George VI, chapitre 19.

Partage.

11. Le revenu de la taxe de vente n'excédant pas deux (2%) pour cent perçue dans le territoire décrit à l'article précédant en vertu de la présente loi, et dans le territoire de la ville de Beauceville-Est, en vertu de la loi 5-6 Elizabeth II, chapitre 119, sera, après déduction de tous frais relatifs à sa perception, distribué et partagé, tous les trois mois, par le ministre des finances, dans les proportions suivantes:

a) La ville de Beauceville-Est recevra d'abord vingt-cinq (25%) pour cent du revenu net de ladite taxe;

b) La ville de Beauceville et la ville de Beauceville-Est partageront au prorata de leur population quatre-vingt-quatre (84%) pour cent du montant restant après déduction du vingt-cinq pour cent

any moveable property, for consumption or use in said territory, shall immediately report the matter to the treasurer of the said town of Beauceville, transmitting or producing to him the invoice, if any, with any information which the treasurer may require and shall moreover pay to the said town, on the purchase price, the same tax on the consumption or use of such property as would have been paid if the property had been purchased at the same price at a retail sale in the said territory.

The said tax shall be imposed and collected in the territory described above at the same time, in the same manner, on the same conditions, with the same sanctions and exemptions, *mutatis mutandis*, as the tax collected under chapter 88 of the Revised Statutes of Quebec, 1941, and its amendments.

The town is authorized to enter into agreements with the Minister of Finance of the Province for the collection of the tax the imposition of which is authorized by this act.

Such agreements may authorize the Comptroller of Provincial Revenue to exercise all the rights of the town of Beauceville concerning the collection of the sales tax and the same proceedings for infringement of this act as are specified in section 39h of the Provincial Revenue Act (Revised Statutes, 1941, chapter 73), as amended by the act 14 George VI, chapter 19.

11. The revenue from the sales tax not exceeding two (2%) per cent collected within the territory described in the preceding section under this act, and within the territory of the town of East Beauceville, under the act 5-6 Elizabeth II, chapter 119, shall, after deduction of all costs relating to its collection, be distributed and apportioned, every three months, by the Minister of Finance, in the following proportions:

a. The town of East Beauceville shall first receive twenty-five (25%) per cent of the net revenue from the said tax;

b. The town of Beauceville and the town of East Beauceville shall share, in proportion to their population, eighty-four (84%) per cent of the amount remaining after the twenty-five per cent

Imposition and collection.

Agreements.

Rights transferred.

Apportionment.

(25%) fixé au paragraphe *a* du présent article;

c) La corporation de Saint-François-Ouest et La corporation de Saint-François-de-Beauce partageront au prorata de leur population seize (16%) pour cent du montant restant après déduction du vingt-cinq (25%) pour cent fixé au paragraphe *a* du présent article.

Taxe d'éducation autorisée.

12. Les commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Beauceville, dans le comté de Beauce, peuvent, par résolution, imposer et prélever dans les limites de La municipalité scolaire de la ville de Beauceville, de La municipalité scolaire de Saint-François-Ouest et de La municipalité scolaire de Saint-François-de-Beauce, une taxe spéciale n'excédant pas deux (2%) pour cent de même nature, établie sur les mêmes bases, avec les mêmes effets et sujette aux mêmes sanctions et exemptions, *mutatis mutandis*, que la taxe actuellement en vigueur et prévue par le chapitre 88 des Statuts refondus de Québec, 1941, et ses amendements.

Achats faits hors du territoire.

Toute personne résidant ordinairement dans le territoire décrit à l'alinéa précédent, ou y faisant affaires qui, elle-même ou par l'intermédiaire de toute autre, y apporte ou fait en sorte qu'il y soit apporté ou qu'il lui soit livré quelque bien mobilier, pour consommation ou usage dans ledit territoire, doit immédiatement en faire rapport au secrétaire-trésorier de La municipalité scolaire de ladite ville de Beauceville, en lui transmettant ou produisant la facture, s'il y en a, avec tout renseignement que celui-ci pourra exiger, et, en outre, doit payer à ladite municipalité scolaire, sur le prix d'achat, la même taxe sur la consommation ou l'usage de ce bien qui eût été payée, si ce bien avait été acheté au même prix à une vente en détail dans ledit territoire.

Imposition et perception.

Ladite taxe est imposée et perçue dans ledit territoire en même temps, de la même manière, aux mêmes conditions, avec les mêmes sanctions et exemptions, *mutatis mutandis*, que la taxe perçue en

(25%) fixed in paragraph *a* of this section is deducted;

c. The corporation of Saint-François-Ouest and The corporation of Saint-François-de-Beauce shall share, in proportion to their population sixteen (16%) per cent of the amount remaining after the twenty-five (25%) per cent fixed in paragraph *a* of this section is deducted.

Education tax authorized.

12. The school commissioners for the municipality of the town of Beauceville, in the county of Beauce, may, by resolution, impose and levy within the limits of The school municipality of the town of Beauceville, of The school municipality of Saint-François-Ouest and of The school municipality of Saint-François-de-Beauce, a special tax not to exceed two (2%) per cent of the same kind, established on the same basis, with the same effects and subject to the same sanctions and exemptions, *mutatis mutandis*, as the tax now in force and provided for in chapter 88 of the Revised Statutes of Quebec, 1941, and its amendments.

Purchases made outside territory.

Every person ordinarily residing within the territory described in the foregoing paragraph, or carrying on business therein who, himself or through the instrumentality of any other person, brings or causes to be brought or delivered to him there any moveable property, for consumption or use in the said territory, shall immediately report the matter to the secretary-treasurer of The school municipality of the said town of Beauceville, transmitting or producing to him the invoice, if any, with any information which the secretary-treasurer may require and shall moreover pay to the said school municipality, on the purchase price, the same tax on the consumption or use of such property as would have been paid if the property had been purchased at the same price at a retail sale in the said territory.

Imposition and collection.

The said tax shall be imposed and collected in the said territory, at the same time, in the same manner, on the same conditions and with the same sanctions and exemptions, *mutatis mutandis*, as the

vertu du chapitre 88 des Statuts refondus de Québec, 1941, et ses amendements.

Conven-
tions.

Ladite corporation scolaire de la ville de Beauceville est autorisée à faire des conventions avec le ministre des finances de la province pour la perception de cette taxe dont l'imposition est permise par la présente loi.

Droits
trans-
portés.

Ces conventions pourront autoriser le contrôleur du revenu de la province de Québec à exercer tous les droits des commissaires d'écoles de la ville de Beauceville concernant la perception de la taxe d'éducation et les mêmes poursuites, pour infraction à la présente loi, que celle prévues à l'article 39*h* de la Loi du contrôle du revenu (Statuts refondus, 1941, chapitre 73), telle que modifiée par la loi 14 George VI, chapitre 19.

Distri-
bution.

13. Le revenu de la taxe, dite taxe d'éducation, perçue dans les limites de La municipalité scolaire de la ville de Beauceville, de La municipalité scolaire de Saint-François-Ouest, et de La municipalité scolaire de Saint-François-de-Beauce, en vertu de la présente loi, et dans les limites de La municipalité scolaire de la ville de Beauceville-Est, en vertu de la loi 5-6 Elizabeth II, chapitre 119, sera, après déduction de tous frais relatifs à sa perception, distribué et partagé, tous les trois mois, par le ministre des finances, dans les proportions suivantes:

a) Les commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Beauceville et Les commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Beauceville-Est partageront quatre-vingt-cinq (85%) pour cent du revenu net de ladite taxe au prorata du nombre des enfants résidant dans leur municipalité scolaire respective, tel que déterminé par le recensement prévu à l'article 285 de la Loi de l'instruction publique;

b) Les commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-François-Ouest et Les commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-François-de-Beauce partageront quinze (15%) pour cent du revenu net de ladite taxe au prorata du nombre des enfants résidant dans leur municipalité scolaire respective, tel que

tax levied under chapter 88 of the Revised Statutes of Quebec, 1941, and its amendments.

The said school corporation of the town of Beauceville is authorized to make agreements with the Minister of Finance of the Province for the collection of the tax the imposition of which is authorized by this act.

Agree-
ments.

Such agreements may authorize the Comptroller of Provincial Revenue to exercise all the rights of the school commissioners for the town of Beauceville concerning the collection of the education tax and the same proceedings for infringement of this act as are specified in section 39*h* of the Provincial Revenue Act (Revised Statutes, 1941, chapter 73), as amended by the act 14 George VI, chapter 19.

Rights
trans-
ferred.

13. The revenue from the tax, called education tax, collected within the limits of The school municipality of the town of Beauceville, of The school municipality of Saint-François-Ouest, and of The school municipality of Saint-François-de-Beauce, under this act, and within the limits of The school municipality of the town of East Beauceville, under the act 5-6 Elizabeth II, chapter 119, shall, after deduction of all costs relating to its collection, be distributed and apportioned, every three months, by the Minister of Finance, in the following proportions:

Distri-
bution.

a. The school commissioners for the municipality of the town of Beauceville and The school commissioners for the municipality of the town of East Beauceville shall divide eighty-five (85%) per cent of the net revenue of the said tax proportionately to the number of children residing in their respective school municipality, such as determined by the census provided for by section 285 of the Education Act;

b. The school commissioners for the municipality of Saint-François-Ouest and The school commissioners for the municipality of Saint-François-de-Beauce shall divide fifteen (15%) per cent of the net revenue of the said tax proportionately to the number of children residing in their respective school municipality, such as

déterminé par le recensement prévu à determined by the census provided for
l'article 285 de la Loi de l'instruction by section 285 of the Education Act.
publique.

Entrée en
vigueur.

14. La présente loi entrera en vigueur
le jour de sa sanction.

14. This act shall come into force on ^{Coming}
the day of its sanction. ^{into force.}